

Solidarité avec les luttes pour le droit des femmes à disposer de leur corps en Espagne comme ailleurs !

Ce samedi 1 février est une journée de mobilisation et de manifestation en Espagne

**Manifestons notre solidarité avec les féministes
espagnolEs le même jour à Montpellier.**

**Rendez-vous ce samedi 1 février
à 14H30 Place de la Comédie**

Vendredi 20 décembre 2013, **le gouvernement réactionnaire espagnol dirigé par Rajoy, a adopté un projet de loi visant à supprimer purement et simplement le droit des femmes à décider librement d'interrompre leur grossesse.** Si ce projet de loi est voté, l'avortement sera un délit sauf en cas de viol (ayant fait l'objet d'une plainte) et de "danger physique ou psychique" pour la femme, danger qui devra être évalué par deux médecins différents et étrangers à l'établissement pratiquant l'avortement. **Cette décision marque un recul considérable pour le droit des femmes en Espagne.**

En renforçant le pouvoir de contrôle médical, en supprimant la possibilité pour les mineures d'accéder à l'avortement, en limitant les possibilités de recours à l'avortement, la loi Rajoy remet en cause l'autonomie des femmes en matière de décision sur leur corps et leur sexualité. **Nous devons tout mettre en œuvre pour faire vivre la solidarité internationale contre cette offensive :** la lutte des femmes et celle des féministes espagnolEs contre cette loi scélérate doivent être soutenues le plus activement et le plus largement possible partout en Europe et dans le monde.



En France si l'accès à l'IVG est toujours garanti dans les textes, il est de plus en plus difficile dans la réalité. Depuis 10 ans, environ 180 centres d'IVG ont été fermés par des « restructurations » et des « regroupements » de centres hospitaliers, notamment dans le cadre de la tarification à l'activité (T2A), instaurée par la loi Bachelot (HPST 2009) qui laisse

les hôpitaux aux griffes de la rentabilité financière.

L'accès à l'IVG est de fait mis à mal par la disparition des structures de proximité et le temps d'attente est si long qu'il interdit certaines femmes d'avorter pour cause de dépassement des délais légaux de 12 semaines. Cette situation incite aujourd'hui des femmes à aller en Espagne, où les délais sont plus longs, pour pouvoir avorter. La remise en cause du droit à l'avortement en Espagne aura pour effet d'inverser cette tendance et de précariser toujours plus l'accès à l'IVG en France.

Il faut rappeler aussi que les attaques de l'extrême droite et des intégristes catholiques, très offensives sur le droit à l'avortement, se multiplient sournoisement sur le net (sous couvert d'aide et de conseil à l'avortement) et ouvertement dans la rue (manifestations, intrusions et prières devant les centres IVG).

Plus globalement, **les politiques d'austérité et les gouvernements qui les mènent à travers toute l'Europe (dont la France) sont responsables d'un durcissement des relais de l'oppression patriarcale** : discours réactionnaire pour l'enfermement de la femme dans le foyer, remise en cause de l'IVG, fin de l'indépendance économique de nombreuses femmes, augmentation des violences masculines.

Cette offensive idéologique menée par les réactionnaires, qui vise à enfermer les femmes dans "leurs missions naturelles" (mère, femme au foyer, bonne à tout faire), est particulièrement violente là où la crise frappe le plus durement.

Rappelons que, chaque année, selon l'OMS, 20 millions de grossesses sur 46 millions se terminant par un avortement provoqué se déroulent dans des conditions non sûres et dans un contexte social et légal hostile, ce qui provoque tous les ans la mort d'environ 47 000 femmes des suites d'infections, d'hémorragies, de blessures utérines et des effets toxiques des agents censés provoquer un avortement.

Ne laissons pas la rue à la réaction !

**Continuons la lutte
pour l'accès à l'avortement libre et gratuit
sans-limite de temps pour toutes et partout !**

Coordination des Groupes Anarchistes 34, CNT 34 Éducation Santé Social,